



**Bureau d'information
et de communication**

Rue de la Barre 2
1014 Lausanne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Une délégation des gouvernements vaudois et genevois rencontre la direction de Tamedia

Une délégation des Conseils d'Etat des cantons de Vaud et de Genève a rencontré hier à Lausanne les représentants de la direction de Tamedia afin de poursuivre les échanges sur les projets du groupe de presse en Suisse romande. Cette rencontre faisait suite à une première discussion tenue le 28 mars dernier.

Lors de ces échanges les représentants des deux gouvernements de la Métropole lémanique ont manifesté leur vive inquiétude après l'annonce d'un important programme d'adaptations structurelles au sein du groupe Tamedia et de sa filiale romande qui publie notamment les quotidiens « Tribune de Genève », « 24 heures » et « Le Matin ». La délégation a attiré l'attention de Tamedia sur l'importance que les Conseils d'Etat genevois et vaudois prêtent à une presse régionale de qualité, plurielle et offrant une diversité de titres et de contenus ainsi qu'aux responsabilités civiques et sociales de l'éditeur.

Les représentants de la direction de Tamedia ont rappelé pour leur part la place cruciale que les titres romands de l'entreprise occupent dans la stratégie de l'entreprise. Ils ont souligné que l'évolution rapide de la branche et la baisse régulière des revenus publicitaires rend impérative une adaptation constante du modèle d'affaires et des charges en particulier, mais que ce processus ne peut se limiter aux seules contraintes financières ou à des objectifs de rentabilité dogmatiques. Ils ont ainsi réaffirmé leur attachement à la qualité éditoriale de leurs titres et à la diversité de l'information. Les éditeurs considèrent que la richesse de l'offre de titres proposée par Tamedia Publications Romandes est un pilier de leur entreprise et ont rassuré les représentants des deux gouvernements en indiquant notamment qu'actuellement, la fermeture ou la fusion de titres romands n'entrait pas dans leurs intentions et qu'ils entendaient pleinement assumer, comme par le passé, les responsabilités professionnelles, civiques et sociales dont Tamedia est la dépositaire. Ils ont regretté l'inquiétude disproportionnée causée dans le public, au sein de leur branche et de leur personnel, par une information maladroite et partielle et souhaitent tirer quelques leçons de cet incident en réfléchissant notamment à leur mode de fonctionnement et à

la place de la Suisse romande dans le cadre d'une entreprise nationale.

La délégation des Conseils d'Etat genevois et vaudois a pris acte de ces informations. Ses membres ont noté, au sujet de la rentabilité, qu'à terme il convient pour le groupe Tamedia, contrairement à ce qui est ressorti de la communication du 26 mars, de compenser par une approche coordonnée sur les recettes et les charges, l'érosion des revenus, de manière à assurer la pérennité des titres et de privilégier l'emploi. La recherche de nouvelles recettes et les réorganisations, qui passent par l'élaboration de stratégies régionales et novatrices, sont ainsi privilégiées. La délégation des Conseils d'Etat genevois et vaudois a également noté que des discussions sont en cours avec les titres et l'ensemble du personnel. Elle a aussi répondu positivement à l'offre de dialogue régulier qui lui a été faite par la direction de Tamedia Publications Romandes.

Le Conseil d'Etat genevois était représenté par son président Charles Beer et par les conseillers d'Etat Pierre-François Unger et Isabel Rochat. La délégation vaudoise était composée des conseillers d'Etat Pascal Broulis et Philippe Leuba. De son côté Tamedia était représentée par le Président de son Conseil d'administration Pietro Supino, par Pierre Lamunière, membre du même Conseil, Christoph Tonini, directeur général de l'entreprise, ainsi que Serge Reymond, membre de la Direction générale et Directeur de la filiale romande et Eric Hoesli, directeur des Publications romandes du groupe.

Bureau d'information et de communication de l'Etat de Vaud

Lausanne, le 17 avril 2013

RENSEIGNEMENTS POUR LA PRESSE UNIQUEMENT

[VD] Pascal Broulis, chef du Département des finances et des relations extérieures (DFIRE): 021 316 20 01 [GE] Charles Beer, chargé du département de l'instruction publique, de la culture et du sport, Président du Conseil d'Etat genevois : 022 546 69 00 [TAMEDIA] Sylvia Würsten, responsable Communication Tamedia Publications romandes : 021 349 42 01